

Point de vue

Ouest-France Ile-et-Vilaine
Lundi 21 mai 2012

L'Europe, problème ou solution ?

*Jean-Dominique Gullani,
Président de la fondation
Robert Schuman
jdg@jd-gullani.eu*

Nicolas Sarkozy est le onzième dirigeant désavoué depuis le début de la crise en Europe. Les Européens protestent contre l'austérité et expriment leur mécontentement dans des votes d'alternance en faveur des extrêmes ou de l'abstention. Est-il possible de sortir de cette spirale créée par la nécessaire remise en ordre des finances publiques, la récession qui accroît le chômage, et donc la colère des peuples ?

Le nouveau président français, comme l'ancien, ont mis en question le fonctionnement de l'Union européenne lors de la campagne électorale. L'un a contesté ses recettes économiques, l'autre son laxisme commercial, industriel et migratoire.

De fait, l'Union a déçu dans la crise. Ses messages, plus punitifs que solidaires, n'ont pas été adressés aux peuples mais aux gouvernements. Ses prescriptions ont été brutales

et souvent maladroites. On souhaitait une Europe plus engagée et plus efficace aux côtés des États en difficulté. Mais n'en doutons pas : le retour de la croissance passe d'abord par une gestion plus sérieuse des finances publiques des États membres. On pourra bien assouplir quelques règles à la marge, on n'échappera pas à la rigueur.

Ainsi, l'Europe n'est pas le problème principal, mais elle pourrait être une partie de la solution pour sortir de la crise. Pour relancer la croissance, faire diminuer le chômage et retrouver la prospérité, elle doit être plus active et mieux armée, donc plus intégrée et en même temps plus politique et plus démocratique. Y sommes-nous prêts ? Le débat dépasse le simple pacte de croissance, en discussion depuis plusieurs mois, qui peut aisément compléter le traité d'Union budgétaire instaurant de strictes disciplines.

Le choix se résume, en fait, à l'austérité durable, chacun dans son coin, ou à la croissance à plusieurs, par la mise en commun de nos forces.

On ne mutualisera pas les dettes sans mutualiser les ressources, c'est-à-dire les fiscalités et sans accroître le budget européen et son contrôle. Pour cela, l'Allemagne et la France peuvent décider d'aller plus loin ensemble. Elles seraient suivies par d'autres. L'enjeu de la rencontre Merkel-Hollande de la semaine prochaine est donc très important. Ou ils s'en tiennent à la situation actuelle, assortie de quelques rafistolages, et n'ont pas d'autre choix que de réaffirmer leur volonté de maîtriser les déficits ; ou ils décident de relancer un véritable programme d'intégration européenne, avec la création d'un Trésor européen et d'un ministre des Finances, et ils pourront envisager seriemment des mesures plus efficaces de solidarité et de soutien à l'économie, y compris par l'emprunt européen. La remise en ordre de nos finances serait alors plus facile, contribuerait fortement au retour de la confiance et donc de la croissance, redonnant un véritable espoir à ceux qui souffrent le plus de la situation présente.